

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 14 mars 2016

Un air de printemps 2016 :

Ce n'est qu'un début...

Entre 224 000 et 500 000 manifestants dans la rue le 9 mars dans toute la France ! 1,2 million de signatures pour la pétition contre la loi Travail sur internet. En moins de trois semaines, la colère s'est exprimée, s'est organisée, a manifesté. Un spectre hante le patronat, le gouvernement, la gauche, la droite, celui d'avoir à remballer ce projet d'attaque généralisée contre l'ensemble du monde du travail et la jeunesse.

Des dizaines de milliers de salariés ont défilé : cheminots, ouvriers de l'automobile, du public, du privé, de toutes les branches, de tous les secteurs, avec les étudiants et lycéens. Ils se sont tous rejoints dans la rue contre la loi El-Khomri.

François Hollande exclut le retrait de la loi et annonce que des « corrections » peuvent y être apportées que les syndicats complaisants pourront aller grappiller. Mais qu'y aurait-il à négocier ? Le plafonnement des indemnités prudhommales en cas de licenciement abusif ? Les journalistes le font remarquer eux-mêmes : ça ne concerne que 2 % des licenciements. Les « abus » se multiplieront en masse si la loi passe, puisque c'est cela son seul objectif : légaliser les chantages, baisser les rémunérations, flexibiliser l'emploi et faciliter les licenciements.

Le patronat, la gauche, la droite... « et puis il y a nous ! »

Personne n'est dupe. Car, au-delà de la loi, ce sont bien d'autres colères qui se sont exprimées. Contre l'exploitation débridée et les chantages que nous subissons partout, ceux que les patrons imposent et que le gouvernement « de gauche » veut autoriser, légaliser et amplifier. « *Comment ai-je pu voter pour eux ?* » répètent des salariés dans toutes les entreprises.

La presse et le gouvernement tentent de rassurer : la loi ne changera pas grand-chose à ce qui se fait déjà. En effet, inutile de rappeler toutes les mesures prises depuis le début du quinquennat Hollande : des accords de compétitivité et de flexibilité en 2012 aux lois Macron, en passant par tous les crédits d'impôt et exonérations en milliards aux plus gros licenciés du pays. Mais c'est précisément cela dont les salariés ne veulent plus.

Un ouvrier de l'automobile le disait cette semaine, exprimant le sentiment de bien d'autres : « *Il y a la gauche, la droite et le patronat, et puis il y a nous !* ».

La mobilisation continue et doit s'amplifier

Les étudiants restent mobilisés, dans toutes les universités de France. Ils montent des comités de mobilisation, ils se coordonnent. Partout, des contacts sont pris entre les jeunes, les cheminots qui étaient en grève jeudi dernier et les salariés de nombreuses entreprises. C'est ce qu'il faut généraliser : que, partout où c'est possible, les jeunes aillent voir les salariés ; que, réciproquement, les salariés s'invitent aux assemblées générales étudiantes pour discuter et se retrouver lors de journées de mobilisation.

Le 17 mars, les jeunes appellent de nouveau à se retrouver dans la rue. Des structures CGT (la métallurgie notamment) appellent à se mobiliser ce jour-là. D'autres journées sont prévues dans la foulée, le 24, le 31...

Comme le dit la presse, les manifestants ont gagné une première manche la semaine dernière : en popularisant l'idée non seulement que cette loi est répugnante mais, également, que tous ensemble, ces prochaines semaines, nous pouvons faire plier ce gouvernement, la gauche, la droite et le patronat.

***Le 17 mars, tous dans la
rue aux côtés des
étudiants et lycéens !***

Une victoire, ça se prépare

Mercredi 9, à PSA Poissy, nous étions 180 en grève sur les 3 équipes. Nous étions 80 de l'usine à défiler à Paris avec ceux de Renault Flins, de PSA Saint-Ouen et PSA La Garenne.

Les étudiants appellent à une nouvelle journée le 17 mars, la fédération CGT Métallurgie y appelle aussi. Il faut discuter entre nous et nous préparer à être de plus en plus nombreux pour faire plier définitivement le patronat et le gouvernement.

Pour la bonne cause

Nous avons été plusieurs dizaines au Montage équipe 12 à faire grève pour le retrait du projet de loi Travail. À cette occasion, la vitesse de chaîne est passée de 56 à 40 véhicules / heure. Même à deux sur un poste les briseurs de grève ne tiennent pas, quand nous serons une trentaine de plus en grève, la chaîne s'arrêtera.

À PSA aussi les jeunes ont des raisons de se battre

Au Montage B2, équipe 12, la direction a obligé des apprentis à remplacer les grévistes sur chaîne. Ils ont été forcés de tenir les postes tout seuls. Ils auront appris deux choses ce jour-là : qu'un ouvrier peut se mettre en grève et que la direction de PSA est prête à exploiter n'importe qui pour ne pas perdre un centime de ses profits.

On nous attaque, on se défend !

Le 10, certains chefs faisaient la gueule, disant que ceux qui se sont mis en grève sont « grillés ». Mais le projet de la loi Travail, il faut le combattre avant, pas après. PSA l'appliquera lors de la prochaine baisse de production, ce sera plus facile de virer ceux qui ont des restrictions médicales et tous les vieux ouvriers, mieux payés que les jeunes. Du coup plus besoin de plans de préretraite : autant d'économies pour le patron.

La minorité qui s'est mobilisée doit convaincre les autres de s'y mettre tous. C'est une nécessité.

Il ignore tout, surtout la loi

Un petit chef cariste du Montage B2 a menacé de représailles les caristes en grève qui ne l'avaient pas prévenu. Mais est-il bête au point d'ignorer qu'en cas de grève un ouvrier n'a pas à prévenir qui que ce soit qu'il y participe ?

Intérimaires : privés de prime... et de droit de grève

Des intérimaires de Manpower, équipe 12, ont reçu un texto de leur boîte d'intérim pour leur interdire de faire grève mercredi 9 mars. Pourtant, en plus du reste, la loi Travail veut leur sucrer le paiement des jours fériés (sauf le 1^{er} mai).

Vues les conditions auxquelles PSA les soumet : chantages au renouvellement des contrats, postes les plus difficiles, taux horaire plus bas... les intérimaires ont le même droit de grève que nous. Le droit de nous rejoindre dans la lutte quand on nous menace tous.

Chacun ses responsabilités

Mailly, secrétaire général de Force Ouvrière, appelait à faire grève le 9 mars, il avait bien raison. Mais dans l'usine, FO syndicat majoritaire, n'appelait pas les ouvriers à faire grève ... Dommage.

Chantage à PSA Rennes, avant-goût de la loi Travail !

À PSA Rennes, la direction veut imposer le blocage des salaires pendant 3 ans, la suppression de la prime de rentrée, de la prime d'équipe, de la totalité ou partie des congés d'ancienneté et d'annualisation... Sinon : pas de nouveau véhicule en 2019 ! Voilà le type de chantages répugnants « à la Smart » que la loi Travail voudrait graver dans le marbre, au service de PSA et des autres profiteurs. Voilà ce qui nous attend aussi à PSA Poissy s'ils gagnent. On leur fera ravalier leur arrogance !

Coup de billard à 4 bandes

La direction a tapissé d'affiches toute l'usine et bombardé de mails pour faire la promotion d'embauches chez Michelin. Au moment précis où Michelin annonce la suppression de près de 500 postes à Clermont-Ferrand. Si ça se trouve, au même moment, Michelin fait la pub de mobilités externes à PSA ? Pour les propositions de postes éjectables : non merci. La sécurité de l'emploi, c'est par la lutte qu'on l'obtiendra.

« Docteur Courage » : PSA peut passer à l'infirmier

Après des mois de procédure, le ministère du Travail a refusé à PSA le licenciement d'Isabelle Kryvenac, la médecin du travail de l'usine de Metz-Borny. Elle était la cible de PSA parce qu'elle était intègre et défendait la santé des salariés. Une victoire grâce à la mobilisation des ouvriers de son usine et de syndicalistes qui ont fait tourner une pétition nationale. En attendant, pour la direction, c'est « Allô maman bobo ».

PSA : patron voyou... condamné

55 ouvriers licenciés de l'usine PSA d'Aulnay ont gagné. Les prud'hommes ont condamné PSA à leur payer une indemnité de 12 000 € (6 mois de salaires en moyenne), ainsi que la prime exceptionnelle de 19 700 € due selon le protocole de fin de conflit.

En décembre, 101 ex-salariés de PSA Aulnay qui contestaient le motif économique de leur licenciement ont aussi gagné contre PSA. De nombreuses plaintes sont encore en cours. PSA n'a pas fini de raquer.

Un jour ou l'autre, il faudra bien faire comme eux

Des collègues de Faurecia étaient en grève sur le site PSA de Poissy il y a deux semaines. Mardi 1^{er} mars, des centaines de travailleurs ont débrayé dans l'usine de sièges automobiles Faurecia à Flers, dans l'Orne. Ils réclament une augmentation de salaire. Alors que les profits de Faurecia ont bondi de 123 % par rapport à l'an dernier, 90 millions d'euros de dividendes aux actionnaires (+ 86 %), les ouvriers n'ont eu que 0,4 % d'augmentation générale. De quoi être furieux.

On les comprend : à PSA, c'est 1,2 milliards de bénéfices pour des augmentations du même tonneau...